

Achevons l'EPR

vendredi 19 janvier 2007, par [GROUET Laurent](#) (Date de rédaction antérieure : 18 janvier 2007).

Le 16 décembre dernier, le gouvernement chinois annonçait sa décision d'acheter quatre réacteurs nucléaires au groupe américain Westinghouse, au détriment d'Areva, qui a décidément du mal à fourguer son réacteur EPR. Il ne faudra pas attendre longtemps pour que la Commission européenne sorte de sa réserve en encourageant, dans un communiqué du 28 décembre, les États membres à développer le nucléaire civil pour prétendument mieux lutter contre l'effet de serre !

La ficelle est un peu grosse, surtout de la part de la Commission, qui ne se soucie guère de l'effet de serre lorsqu'il s'agit de financer des autoroutes et d'encourager le transport par camions. Mais Areva a besoin d'un sérieux coup de main, car la perte du colossal marché chinois vient quelques mois après l'annonce d'un retard de deux ans dans la construction de l'EPR en Finlande, qui coûtera 700 millions d'euros de pénalités au groupe français. À tel point que le groupe tente de trouver une garantie financière auprès de la Coface, l'une des plus sombres institutions de la V^e République. Spécialisée dans le financement des contrats d'armement, la Coface a souvent permis à des pays non solvables d'acheter des armes en servant d'interface entre les pays acheteurs et les marchands de canons français. Des dizaines de milliards de francs d'argent public avaient ainsi permis d'équiper militairement l'Irak, du temps où Mitterrand déclarait que Saddam était « l'ami de la France ».

Aujourd'hui, lorsque l'Union européenne, après avoir fait chuter les crédits de recherche sur les énergies renouvelables de 275 à 215 millions d'euros, prétexte de la réduction des gaz à effet de serre pour tenter de relancer une industrie nucléaire moribonde, on se dit que l'étatisme maffieux de notre V^e République a de bons alliés à Bruxelles.

Mais des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent contre le projet EPR, que le gouvernement et la Commission tentent d'imposer contre l'avis de l'immense majorité de la population. C'est pourquoi nous devons nous engager de toutes nos forces contre ce projet inutile et dangereux : à travers les mobilisations du 17 mars, mais aussi en faisant de l'EPR un thème incontournable lors de la campagne présidentielle.

Brève

En action contre l'EPR

Le réseau Sortir du nucléaire a appelé, samedi 13 janvier, à manifester un peu partout en France contre la construction prévue à Flamanville (Manche) du futur réacteur nucléaire à eau sous pression, l'EPR. L'action de sensibilisation visait principalement à dénoncer son coût exorbitant de 3,3 milliards d'euros l'unité. Des chèques géants ont donc été déposés devant plusieurs agences EDF à Lyon, Rennes, Bordeaux, Lille, Strasbourg, Paris... dénonçant une subvention déguisée aux

actionnaires d'une multinationale mortifère.

Pour les prochaines grandes manifestations décentralisées, le 17 mars 2007, à Lille, Lyon, Rennes, Strasbourg et Toulouse, des transports en bus sont organisés dans tous les départements, avec parfois même des trajets en vélo ! L'autre objectif de ces actions est d'interpeller les candidats à l'élection présidentielle, afin qu'ils renoncent au projet de réacteur nucléaire EPR. Tous ne s'appellent pas Olivier Besancenot, et certains ne comprennent pas qu'avec cette même somme investie dans les économies d'énergie et les énergies renouvelables, on produirait l'équivalent de deux fois plus d'électricité et créerait quinze fois plus d'emplois pérennes.

Plutôt que d'espérer que l'EPR ait autant de difficulté à être construit en France qu'en Finlande (deux ans de retard pour des raisons techniques), mobilisons-nous et soyons nombreux à manifester partout en France, le 17 mars 2007, pour arrêter ce projet (plus d'informations sur).

P.-S.

* Editorial de Rouge n°2189 du 18 janvier 2007.